ART. XXXVII. Les Seigneurs de manoirs, les officiers civils et militaires, les Canadiens, tant dans la ville que dans la Campagne, les Français établis ou trafiquant dans toute l'étendue de la colonie du Canada, et toutes autres personnes quelconque, conserveront l'entière et paisible propriété et possession de leurs biens nobles et roturiers, mobiliers et immobiliers, marchandises, fourures et autres effets, et même leurs vaisseaux; ils ne leur sera point touché ni fait aucun dommage sous aucun prétexte quelconque. Ils auront la liberté de les garder, les louer ou vendre, soit aux Français ou aux Anglais, d'en emporter le produit en lettres de Change, en fourures, en espèces ou autres retours, quand ils jugeront à propos d'aller en France, en payant le fret comme dans le 26me. article. Ils auront aussi les fourures qui sont dans les postes d'en haut, qui leur appartiennent, et peuvent être en chemin pour Montréal, et pour cet effet, ils auront la permission d'envoyer cette année, ou la prochaine, des canots équipés pour quérir celles des dites fourures qui seront restées dans ces endroits.

Accordé, comme dans le 26me. article.

ART. XXXVIII. Tous les gens qui ont quitté l'Accadie, et qui se trouveront en Canada, compris les fronticiers du Canada du côté de l'Accadie, seront traités de même que les Canadiens, et jouiront des mêmes privilèges, *Le Roi disposera de ses anciens sujets; en attendant, ils jouiront du même privilège que les Canadiens.*

ART. XXXIX. Nuls Canadiens, Accadiens, ou Français, actuellement en Canada, ou sur les fronticiers de la Colonie du côté de l'Accadie, du Déroit, de Michilimakinac, ou autres places et postes des pays d'en haut, soldats mariés ou non mariés restant en Canada, ne seront transportés dans les Colonies Anglaises, ou dans la vieille Angleterre, et ils ne seront point inquiétés pour avoir porté les armes.

Accordé, excepté quant à ce qui regarde les Accadiens.

ART. XL. Les Sauvages ou alliés Indiens de sa Majesté très Chrétienne, seront maintenus sur les terres qu'ils habitent, s'ils veulent y demeurer; ils ne seront point molestés sous aucun prétexte quelconque pour avoir porté les armes, et servi sa Majesté très Chrétienne. Ils auront, ainsi que les Français, liberté de religion, et garderont leurs missionnaires. Les vicaires généraux actuels, et l'Evêque, quand le siège épiscopal sera rempli, auront la permission de leur envoyer de nouveaux missionnaires, quand ils les jugeront nécessaire.

Accordé, excepté le dernier article, qui a déjà été refusé.

ART. XLI. Les Français, Canadiens, et Accadiens, de quelque état ou condition quelconque, qui resteront dans la Colonie, ne seront pas forcés de prendre les armes contre sa Majesté très Chrétienne, ou allies, directement ou indirectement; en aucune occasion quelconque. Le Gouvernement Britannique ne requiera d'eux qu'une exacte neutralité.

Ils deviennent sujets de Roi.

ART. XLII. Les Français et Canadiens continueront d'être gouvernés suivant la coutume de Paris, et les loix et usages établis pour ce pays; et ils ne seront pas sujets à d'autres impôts que ceux qui ont été établis sous la domination Française.

Répondu par les articles précédens, et particulièrement par le dernier.

ART. XLIII. Les papiers du Gouvernement sans exception demeureront au pouvoir du Marquis de Vaudreuil, et passeront en France avec lui.